

ARRETE MUNICIPAL  
PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE SUR L'INTERDICTION PROVISOIRE DU STATIONNEMENT

DIRECTION DE LA PREVENTION,  
SECURITE ET TRANQUILLITE PUBLIQUE  
ST/OW/AH/JD/AB  
ARRETE N° R 2023.13

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2521-2,  
L. 2122-21 et L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code de la route,

Vu la loi modifiée n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, relative aux nouvelles conditions d'exercice du Contrôle de Légalité des Actes Administratifs,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie, la signalisation temporaire,

Considérant le tournage du film les indésirables, se déroulant sur la place du marché Anatole France, allée Anatole France, le vendredi 27 janvier 2023 de 15 h 00 à 04 h 00, il est nécessaire de prendre des mesures de restriction de stationnement,

ARRETE

Article 1 : Afin d'assurer la sécurité de la mise en place du tournage, sur le parking du marché Anatole France, situé Allée Anatole France, le stationnement sera interdit sur le positionnement de 20 places et sur le positionnement de 6 places vis-à-vis du 11 bis allée Anatole France et 5 places face au 11 bis allée Anatole France, à tous les véhicules, hormis les véhicules et matériels consacrés à l'action ainsi que les véhicules des services municipaux, de secours et de sécurité, le vendredi 27 janvier 2023 de 15 h 00 à 04 h 00.

Article 2 : Les panneaux de signalisation réglementaires seront installés par les services Municipaux.

Article 3 : Les contraventions au présent arrêté constatées seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Un exemplaire du présent arrêté sera relié au registre des arrêtés municipaux.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis,
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,
- Monsieur le Commissaire de Police de Clichy/Montfermeil,
- Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de la ville de Clichy-sous-Bois,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de ma ville de Clichy-sous-Bois,
- Madame la Directrice de la prévention, sécurité et tranquillité publique de la ville de Clichy-sous-Bois.

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clichy-sous-Bois, le 11 janvier 2023.

La Maire, soussignée certifie  
le caractère exécutoire  
du présent acte reçu

A la Préfecture le **16 JAN. 2023**

Affiché - Notifié le **16 JAN. 2023**

Le fonctionnaire délégué,



La Maire

Samira TAYEBI

  
Caroline DOUMENE

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Madame la Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois. »